

[Traduction]

Je sais que dans les débats comme celui de ce soir il n'est pas bon d'avoir recours à l'histoire, mais je vais faire état de quelques faits. C'est une chose d'entendre le premier ministre parler de l'unité nationale à la Chambre des communes, mais je m'intéresse encore plus à ce que ses courtisans disent à la base quand ils retournent chez eux.

Je me souviens qu'au moment où le très honorable député de Prince-Albert était premier ministre du pays, un notable parmi les libéraux avait déclaré «Nous allons le détruire». Qu'ont-ils fait dans ma province? Ils l'ont accusé d'être francophone, d'être opposé au Québec. Ils se demandent maintenant pourquoi le pays est divisé et ils viennent plaider à la Chambre pour que ce problème transcende les partis. C'est très difficile à accepter pour ceux d'entre nous qui ont entendu...

[Français]

...l'honorable ministre d'État chargé des Affaires urbaines (M. Ouellet) dire qu'il a constaté à maintes reprises dans ma province que le parti que je représente ici est anti-canadien, anti-Québec, anti-francophone. C'est bien bon dire cela dans la province de Québec, c'est bien bon dire cela dans ma province, mais ici, plaider devant les députés et devant la tribune de la presse comme les hommes d'État, ici, à la Chambre des communes, c'est une autre histoire. Nous sommes ici pour discuter de la vérité et pour savoir pourquoi mon pays est si divisé aujourd'hui.

[Traduction]

Entre 1957 et 1963, monsieur l'Orateur, j'ai entendu dans ma province la machine libérale accuser le très honorable député de Prince Albert d'être anti-Québec, anti-français.

[Français]

Ah! oui, dans son grand discours ici, à la Chambre des communes, le premier ministre exige que tous les députés travaillent ensemble mais dans la province de Québec, lui et ses ministres, l'honorable ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Lalonde) et l'honorable ministre d'État chargé des Affaires urbaines (M. Ouellet), disent que le seul parti fédéraliste est le parti libéral, et que pour préserver le Canada, il faut le parti libéral. On a dit cela à maintes reprises dans ma province, et ici à la Chambre des communes, on pense qu'on va unir le pays par un débat de deux jours. C'est faux! C'est absolument incroyable!

[Traduction]

Passé encore que le premier ministre vienne nous débiter un discours à la Chambre cet après-midi—discours pour lequel je lui accorderais la cote «passable» en première année d'université—puis qu'il quitte la Chambre tandis que ses partisans dans ma province prêchent la pire forme de désunion en prétendant que le parti libéral est le seul parti fédéral et qu'il est la seule planche de salut des Canadiens.

[Français]

Si le Canada est divisé aujourd'hui c'est parce que depuis dix ans nous avons une politique pour la population francophone, et une autre pour la population anglophone.

[Traduction]

Un de mes préopinants a dit qu'après dix ans au pouvoir, il était aussi dangereux de demander au premier ministre de

Unité nationale

sauver le Canada que de demander à un pyromane d'éteindre un incendie.

Une voix: Oh, oh! Quel beau trait d'esprit!

M. Graftey: Oui, c'est bien dit. Le premier ministre fait preuve d'une telle maladresse en ce qui concerne la crise de l'unité nationale que Mackenzie King revêt à nos yeux le panache d'un grand homme d'État dans l'attitude qu'il a adoptée à l'occasion de la conscription. Je me souviens très bien d'avoir rencontré le premier ministre dans un studio de télévision au cours de la campagne électorale de 1965. Je le connais personnellement depuis des années et je l'admire beaucoup; je l'admire d'ailleurs toujours à maints égards. Après notre arrivée à Ottawa nous prenions parfois une tasse de café ensemble à la cafétéria, comme le font bien des députés. Cela remonte à une époque où il n'était même pas encore secrétaire parlementaire du premier ministre, feu le très honorable Lester B. Pearson.

Je ne prétends pas que j'étais le porte-parole de mon parti à ce moment-là, mais quelques années avant l'Expo, j'ai affirmé qu'il nous fallait une constitution moderne, adaptée à notre époque et répondant aux aspirations des Canadiens. Je disais cela non pas seulement parce que nous avions connu la révolution tranquille au Québec, mais parce que j'étais fermement convaincu, même si bien souvent on prétendait que l'Acte de l'Amérique du Nord britannique était assez souple pour répondre à nos besoins d'aujourd'hui, qu'elle ne l'était pas. Les problèmes de l'heure n'existaient pas en 1967. Je lui ai souvent parlé de la nécessité d'établir une constitution moderne faite au Canada pour des Canadiens par des Canadiens. Il ne voulait rien entendre. Il disait qu'il était venu ici pour régler quelques conflits et que l'Acte de l'Amérique du Nord britannique était suffisamment souple pour satisfaire nos besoins, un point c'est tout. Je me demande s'il pense la même chose, dix ans plus tard.

Même s'il pensait vraiment que l'Acte de l'Amérique du Nord britannique était suffisamment souple pour s'adapter aux besoins actuels, pourquoi s'est-il refusé pendant dix ans à répondre aux aspirations légitimes de chaque région de mon pays? N'est-ce pas là l'une des causes principales des divisions au Canada à l'heure actuelle?

Une voix: Avez-vous lu la Charte de Victoria?

M. Graftey: Je peux le faire autant que le député.

[Français]

Mais on peut lire la Charte de Victoria, on peut lire les discours, on peut lire cela, on peut lire le Règlement, on peut lire n'importe quoi, ce sont les actes qui comptent, c'est l'attitude, c'est le sens de la compréhension qui compte. Je peux lire la Charte de Victoria aussi bien que l'honorable député.

[Traduction]

Cet après-midi, mon chef, appuyé en cela par un discours remarquable du député de Kingston et les Îles (M^{lle} MacDonald), a dit que le gouvernement avait beau nommer des groupes de travail, parler autant qu'il veut, faire tout ce qu'il désire, il y aura des problèmes, de graves problèmes s'il ne crée pas un comité parlementaire mixte composé de représentants de tous les partis qui formerait la tribune suprême du Canada pour étudier la question de l'unité nationale dans un débat qui transcende les querelles de partis. J'affirme qu'on ne doit pas